

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2126

[C — 2005/29228]

1^{er} JUILLET 2005. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, d'enseignement supérieur, de promotion de la santé à l'école, de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, de l'aide à la jeunesse, d'éducation permanente et de fonds budgétaires (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale*

CHAPITRE I^{er}. — *De l'ancienneté pécuniaire*

Article 1^{er}. A l'article 16, § 4, alinéa premier, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique modifié en dernier lieu par le décret du 12 mai 2004, les termes « et d'agents dans le cadre de l'aide à l'emploi (APE) » sont remplacés par les termes : « d'agents dans le cadre de l'aide à l'emploi (APE) et d'agents dans le cadre d'une convention de premier emploi (ROSETTA). »

CHAPITRE II. — *Des puéricultrices*

Art. 2. Dans l'article 15 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, le point 1 « puéricultrice » est remplacé comme suit :

« 1. puéricultrice :

a) le brevet de puéricultrice délivré conformément à l'arrêté royal du 17 août 1957 et visé par le Ministre de la Santé publique,

b) le certificat de qualification de puéricultrice délivré conformément à l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études de puéricultrice,

c) le certificat de qualification de « puériculteur/puéricultrice » délivré conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice ».

CHAPITRE III. — *De l'enseignement spécialisé*

Art. 3. A l'article 62, § 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au 3^{ème} alinéa, les termes « 36 » sont remplacés par les termes « 36 § 3 ».

2° Un nouvel alinéa libellé comme suit est inséré entre le 3^{ème} et 4^{ème} alinéa :

« La Commission des programmes visée à l'article 36, § 3^{bis} comprend :

1° huit membres désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé;

2° deux représentants de l'inspection désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Inspecteur coordinateur;

3° un délégué de l'Administration générale, désigné par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général, qui préside la Commission. »

Art. 4. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2004 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Commission des programmes de l'enseignement secondaire spécialisé est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Des titres requis*

Art. 5. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours technique et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française, tel que remplacé par le décret du 19 novembre 2003, la rubrique « 5°) géographie (géographie, géographie économique) » est complétée comme suit :

« - à titre transitoire, pour les professeurs exerçant dans la spécialité « sciences-géographie » au 31 décembre 2003, le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (biologie, chimie, physique). »

Art. 6. Dans l'article 1^{er} dans l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et professeur de cours technique et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française, tel que remplacé par le décret du 19 novembre 2003, la rubrique « 5°) géographie (géographie, géographie économique) » est complétée comme suit :

« - à titre transitoire, pour les professeurs exerçant dans la spécialité « sciences-géographie » au 31 décembre 2003, le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (biologie, chimie, physique) ».

CHAPITRE V. — *Du personnel administratif, personnel de maîtrise, gens de métier et de service*

Art. 7. Le chapitre VII de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, abrogé par le décret du 24 juin 1996, est rétabli par les dispositions suivantes :

« Chapitre VII. Congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire.

Article 23. Un congé peut être accordé par le Gouvernement aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} pour exercer provisoirement dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire :

1° une fonction de promotion, lorsque le membre du personnel est nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement donnant accès à cette fonction de promotion;

2° une fonction donnant droit à une échelle de traitement égale ou supérieure à celle dont ils bénéficient;

3° une fonction donnant droit à une échelle de traitement inférieure à celle dont ils bénéficient.

Le congé visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du présent paragraphe est rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé visé à l'alinéa 1^{er}, 3° du présent paragraphe n'est pas rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé visé à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, du présent paragraphe peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour une partie de celle-ci.

Les dispositions du présent article donneront lieu, le cas échéant, à l'application de l'article 35 du décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel. »

Art. 8. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils ont nommés ou engagés à titre définitif, tel que modifié par le décret du 31 janvier 2002, les termes « le membre du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française » sont insérés entre les termes « du personnel administratif, » et les termes « ainsi que le membre du personnel technique. »

Art. 9. L'article 43, § 2 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel qu'inséré par le décret du 8 mai 2003, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le membre du personnel temporaire n'est pas rémunéré ».

Art. 10. A l'alinéa 1^{er} de l'article 51bis du même arrêté, tel qu'inséré par le décret du 12 mai 2004, les termes « article 3; » sont supprimés.

Art. 11. Dans l'article 142 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les termes « en non-activité » sont remplacés par les termes « en disponibilité ».

Art. 12. Au point 2 de l'article 181 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° le littéra c) est complété par les termes « en rapport avec la fonction »;

2° il est ajouté un alinéa 2 libellé comme suit :

« Le Gouvernement décide si la pratique professionnelle visée en c) est en rapport avec la fonction d'ouvrier d'entretien qualifié. »

Art. 13. Dans l'article 290 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les termes « en non-activité » sont remplacés par les termes « en disponibilité ».

CHAPITRE VI. — *Des congés*

Art. 14. Dans l'article 39 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1, les termes « dix-sept » sont remplacés par les termes « dix-neuf ».

2° L'alinéa 2, les termes « pendant les six semaines ou les huit semaines » sont remplacés par les termes « pendant les cinq semaines ou les sept semaines ».

3° A l'alinéa 3, les termes « dix-sept » sont remplacés par les termes « dix-neuf ».

4° L'alinéa 3 est complété par les termes suivants : « Dans le cas où le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après les sept premiers jours à compter de sa naissance, la rémunération peut couvrir au maximum vingt-quatre semaines supplémentaires ».

5° L'alinéa 5 est complété par les termes « sauf pour les membres du personnel temporaires. » .

6° L'article 39 est complété par l'alinéa suivant : « L'alinéa 3 du présent article n'est pas applicable au membre du personnel féminin temporaire. » .

Art. 15. Dans l'article 51 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du Service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 3, les termes « pendant les six semaines ou les huit semaines » sont remplacés par les termes « pendant les cinq semaines ou les sept semaines ».

2° A l'alinéa 4, les termes « dix-sept » sont remplacés par les termes « dix-neuf ».

3° L'alinéa 4 est complété par les termes suivants : « Dans le cas où le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après les sept premiers jours à compter de sa naissance, la rémunération peut couvrir au maximum vingt-quatre semaines supplémentaires ».

Art. 16. Dans l'article 48 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1, les termes « dix-sept » sont remplacés par les termes « dix-neuf ».

2° A l'alinéa 2, les termes « pendant les six semaines ou les huit semaines » sont remplacés par les termes « pendant les cinq semaines ou les sept semaines ».

3° A l'alinéa 3, les termes « dix-sept » sont remplacés par les termes « dix-neuf ».

4° L'alinéa 3 est complété par les termes suivants : « Dans le cas où le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après les sept premiers jours à compter de sa naissance, la rémunération peut couvrir au maximum vingt-quatre semaines supplémentaires ».

5° Un 7ème alinéa rédigé comme suit est ajouté : « L'alinéa 3 du présent article n'est pas applicable au membre du personnel féminin temporaire. ».

Art. 17. Dans l'article 5 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, les termes « Jusqu'à la septième semaine » sont remplacés par les termes « Jusqu'à la sixième semaine ou, en cas de naissance multiple, jusqu'à la huitième semaine ».

Art. 18. L'article 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. Le membre du personnel, définitif ou temporaire, obtient un congé de quatre jours ouvrables au plus pour don de moelle osseuse. Ce congé prend cours le jour où la moelle osseuse est prélevée à l'établissement de soin. Il est assimilé à une période d'activité de service. »

Art. 19. L'article 5 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est rétabli par la disposition suivante :

« Article 5. Le membre du personnel obtient un congé de quatre jours ouvrables au plus pour don de moelle osseuse. Ce congé prend cours le jour où la moelle osseuse est prélevée à l'établissement de soin. Il est assimilé à une période d'activité de service. »

Art. 20. L'article 6 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection est rétabli par la disposition suivante :

« Article 6 - Le membre du personnel obtient un congé de quatre jours ouvrables au plus pour don de moelle osseuse. Ce congé prend cours le jour où la moelle osseuse est prélevée à l'établissement de soin. Il est assimilé à une période d'activité de service. ».

CHAPITRE VII. — *De la chambre de recours*

Art. 21. Dans l'article 81, § 1^{er} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel que remplacé par le décret du 19 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° d'un président et de deux présidents suppléants désignés par le Gouvernement parmi les magistrats en activité ou admis à la retraite ou parmi les fonctionnaires généraux de l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement; »;

2° les alinéa 4 à 6 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Lorsqu'il s'agit de rendre un avis relatif au rapport provisoire visé à l'article 42, § 1^{er}, 12°, la présidence est assurée par un fonctionnaire général.

Si le président ou le président suppléant visé à l'alinéa 1^{er}, 2° est un fonctionnaire général, l'indemnité prévue à l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel ou à l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre non confessionnel n'est pas due. ».

CHAPITRE VIII. — *De la Promotion sociale*

Art. 22. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 48, § 2, alinéa 1^{er}, les termes « sauf dans l'enseignement de promotion sociale, dans le courant de la première quinzaine du mois de mars » sont remplacés par les termes « ,et dans l'enseignement de promotion sociale dans le courant du mois de février. ».

2° A l'article 48, § 2, alinéa 1^{er}, les termes « dans le courant du mois de janvier. » sont remplacés par les termes « dans le courant du mois de janvier, et dans l'enseignement de promotion sociale dans le courant du mois de février. ».

3° A l'article 80, § 2, alinéa 1^{er}, les termes « sauf dans l'enseignement de promotion sociale, dans le courant de la première quinzaine du mois de mars. » sont remplacés par les termes « ,et dans l'enseignement de promotion sociale dans le courant du mois de février. ».

4° A l'article 80, § 3, alinéa 1^{er}, les termes « dans le courant du mois de janvier. » sont remplacés par les termes « dans le courant du mois de janvier, et dans l'enseignement de promotion sociale dans le courant du mois de février. ».

5° A l'article 94, § 2, alinéa 1^{er}, les termes « ou, en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, dans le courant de la première quinzaine du mois de mars. » sont remplacés par les termes « et dans l'enseignement de promotion sociale dans le courant du mois de février. ».

Art. 23. Un article 137^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale :

« Article 137^{ter}. § 1. Les membres du personnel enseignant de l'enseignement de promotion sociale nommés ou engagés à titre définitif, agréés, là où l'agrément existe, dans une fonction pour laquelle la totalité ou une partie des périodes de cours ont été reclassées dans une autre fonction par modification du niveau d'enseignement et/ou du type de cours suite à l'application des articles 136 et 137 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale conservent, à dater du reclassement considéré, le bénéfice d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif pour l'exercice de cette autre fonction.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1^{er} bénéficient de l'échelle barémique liée au titre dont ils sont porteurs pour la fonction dans laquelle les cours concernés ont été reclassés.

Toutefois, au cas où l'échelle barémique attribuée avant le reclassement visé à l'article 1^{er} leur est plus favorable, les membres du personnel concernés gardent le bénéfice de cette échelle barémique. »

Art. 24. L'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 fixant les dispositions relatives aux membres du personnel enseignant en fonction dans l'enseignement de promotion sociale, titulaires de cours dont la classification serait modifiée par application de l'article 137 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

CHAPITRE IX. — *Transposition de directive*

Art. 25. Un article 2^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements :

« Article 2^{bis}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Etat membre : un Etat membre de l'Union européenne, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège ou la Suisse;

2° Formation réglementée : toute formation qui est directement orientée sur l'exercice d'une fonction déterminée, et qui consiste en un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, effectué dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement, en une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle exigés en plus du cycle d'étude post-secondaires ».

Art. 26. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Les diplômes, certificats et brevets requis doivent avoir été délivrés, soit par une université belge ou par un établissement y assimilé par la loi, soit par un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat, soit par un jury constitué par le Gouvernement.

Pour les titres délivrés dans l'enseignement à horaire réduit, le cycle d'étude doit avoir comporté au moins 900 périodes en ce qui concerne les cours techniques et professionnels et au moins 450 périodes en ce qui concerne les cours normaux.

Sont également considérés comme diplômes, certificats et brevets requis, ceux prescrits par un autre Etat Membre pour l'accès à la fonction correspondante ou pour l'exercice de cette fonction sur son territoire et qui ont été obtenus dans un autre Etat Membre.

Par dérogation à l'alinéa 3, est assimilé à la possession d'un titre permettant l'accès à une fonction, le fait d'avoir exercé à temps plein la fonction correspondante pendant deux ans au moins au cours des dix années précédentes dans un autre Etat Membre qui ne réglemente pas l'accès à la fonction en cause pour autant que le candidat possède un ou plusieurs titres de formation répondant aux conditions visées à l'article 4^{bis}. Toutefois, ces deux ans d'expérience professionnelle ne peuvent pas être exigés lorsque le(s) titre(s) de formation détenu(s) par le candidat, et visé(s) à l'article 4^{bis}, sanctionne(nt) une formation réglementée.

Sont assimilés aux diplômes, certificats et brevets d'école ou de cours techniques susvisés les diplômes délivrés par les écoles et cours techniques et professionnels y assimilés comme indiqué ci-après :

1° aux écoles techniques supérieures du 3^{ème} degré : les écoles classées A5;

2° aux écoles techniques supérieures du 2^{ème} degré : les écoles d'ingénieurs-techniciens classées A1, les écoles d'architectes classées A7/A1;

3° aux écoles techniques supérieures du 1^{er} degré : les écoles classées A1, A6/A1, A7/A1, A8/A1, C1/A1;

4° aux écoles techniques secondaires supérieures : les écoles classées A2, A2A, A6/A2, A6/C1-2e cycle, A7/A2, A8/A2, C1-2e cycle, C1A, C5/C1, -2e cycle, C1/A6/A2, A7/C1-2e cycle, A2/C1 (écoles d'aspirantes en nursing);

5° aux écoles techniques secondaires inférieures : les écoles classées A3, A3A, A6/A3, A6/C1-1^{er} cycle, A7/A3, C1-1^{er} cycle, C2/C2Aa, C5/C1-1^{er} cycle, C1/A6/A3, A7/C1-1^{er} cycle;

6° aux écoles professionnelles secondaires complémentaires : les écoles classées C1D (perfectionnement), C1/A2 (écoles d'hospitalières);

7° aux écoles professionnelles secondaires supérieures : le 2e cycle des écoles classées A4, C3 et C5, les écoles professionnelles classées A2 ainsi que les écoles classées C2 (écoles de puéricultrices);

8° aux écoles professionnelles secondaires inférieures : le 1^{er} cycle des écoles classées A4, C3, C5, et A7/C3;

9° aux écoles normales techniques moyennes : les écoles classées A1D, A6/A1D, A7/A1D, A7/C1D, C1D, C5/C1D et C1 An;

10° aux écoles normales techniques primaires : les écoles classées A2 An;

11° aux cours techniques supérieurs du premier degré : les écoles classées B1 et B3/B1, qui exigent, à l'admission, un titre de fin d'études secondaires supérieures ou qui ont fait l'objet d'une dépêche ministérielle de reclassement au niveau des cours techniques supérieurs du premier degré.

Est également assimilé au porteur d'un titre du niveau supérieur du premier degré :

- le titulaire d'un titre b1 et d'un titre du niveau secondaire supérieur;

- le titulaire d'un titre b1 et d'un titre B2.

12° aux cours techniques secondaires supérieurs : les écoles classées B1 et B3/B1 qui ne répondent pas à la condition prévue au 11 ci-dessus et les écoles classées B2 et B3/B2 qui exigent, à l'admission, un titre de fin d'études secondaires inférieures ou qui ont fait l'objet d'une dépêche ministérielle de reclassement au niveau des cours techniques secondaires supérieurs.

Est également assimilé au porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur le titulaire d'un titre B2 et d'un titre du niveau secondaire inférieur;

13° aux cours techniques secondaires inférieurs : les écoles classées B2 et B3/B2 qui ne répondent pas à la condition prévue au 12 ci-dessus, de même que les écoles classées B3/B5;

14° aux cours professionnels secondaires supérieurs : les écoles classées B4/B1 et B6/B1 et celles classées B4/B2 qui exigent, à l'admission, un titre de fin d'études secondaires inférieures;

15° aux cours professionnels secondaires inférieurs : les écoles classées B6/B2, B5, B6/B4, B6/B5, C4, B4/C4, C6 et C2 Ab, ainsi que celles classées B4/B2, qui ne répondent pas à la condition prévue au 14 ci-dessus;

16° aux cours normaux techniques moyens : les cours à horaire réduit classés D qui, avant de délivrer le certificat d'aptitude final, exigent la possession d'un titre de fin d'études du niveau secondaire supérieur de l'enseignement technique au moins;

17° aux cours normaux techniques primaires : les cours à horaire réduit classés D qui ne répondent pas à la condition prévue au 16 ci-dessus. »

Art. 27. L'article 4bis du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4bis. Pour l'application de l'article 3, alinéa 4, le ou les titres de formation visés sont ceux :

- qui ont été délivrés par une autorité compétente dans un autre Etat Membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat,

- dont il résulte que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation d'un Etat Membre et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaire, et

- qui l'ont préparé à l'exercice de cette fonction. »

Art. 28. L'article 4ter du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4ter. Nonobstant les dispositions de l'article 4bis, le titulaire d'un (ou des) titre(s) définitif(s) visé(s) à l'article 3, alinéas 3 et 4, est tenu, soit de prouver qu'il possède une expérience professionnelle, si la durée de la formation dont il peut se prévaloir est inférieure ou au moins un an à celle requise par la Communauté française, soit d'accomplir un stage d'adaptation, soit de se soumettre à une épreuve d'aptitude.

Si le titulaire doit prouver posséder une expérience professionnelle, la durée exigible de celle-ci :

1° ne peut dépasser le double de la période de formation manquante, lorsque la période manquante porte sur le cycle d'études post-secondaires et/ou sur un stage professionnel accompli sous l'autorité d'un maître de stage ou sanctionné par un examen;

2° ne peut dépasser la période de formation manquante, lorsque cette dernière porte sur une pratique professionnelle accomplie avec l'assistance d'un professionnel qualifié;

3° ne peut, en aucun cas, excéder quatre années;

4° prend, toujours en considération l'expérience professionnelle visée à l'article 3, alinéa 4.

Si ledit titulaire ne peut attester avoir acquis l'expérience professionnelle précitée requise, il doit, à son choix, soit effectuer un stage d'adaptation de trois ans au maximum, soit se soumettre à une épreuve d'aptitude, dans les cas énumérés ci-après :

1° lorsque la formation qu'il a reçue, selon l'article 3, alinéas 3 et 4, porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le diplôme requis par la Communauté française;

2° lorsque, dans le cas prévu à l'article 3, alinéa 3, la fonction réglementée par la Communauté française comprend une ou plusieurs activités professionnelles qui n'existent pas dans la fonction réglementée par l'Etat Membre d'origine ou de provenance du demandeur et qui est caractérisée par une formation spécifique requise par la Communauté française et portant sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le diplôme dont le demandeur peut se prévaloir;

3° lorsque, dans le cas prévu à l'article 3, alinéa 4, la fonction réglementée par la Communauté française comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la fonction exercée par le candidat dans l'Etat Membre d'origine ou de provenance et que cette différence est caractérisée par une formation spécifique requise par la Communauté française et portant sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le ou les titres dont le candidat peut se prévaloir.

Si le Gouvernement envisage d'exiger dudit titulaire qu'il accomplisse un stage d'adaptation ou passe une épreuve d'aptitude, il doit d'abord vérifier si les connaissances qu'il a acquises au cours de son expérience professionnelle sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, la différence substantielle visée au présent article. »

Art. 29. L'article 4 *quater* du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4*quater*. Pour l'application des articles 3, alinéas 3 et 4, 4*bis* et 4*ter*, il est créé au sein du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation une Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement chargée de :

1° examiner les candidatures des porteurs des titres visés à l'article 3, alinéas 3 et 4;

2° déterminer à quelle(s) fonction(s) ces titres donnent accès;

3° déterminer à quel(s) titre(s), tel(s) que déterminé(s) au chapitre II du présent arrêté, au décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ou au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ils correspondent.

La composition de ladite commission et les modalités de son fonctionnement sont fixées par le Gouvernement. ».

Art. 30. L'alinéa 1^{er} de l'article 101 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les titres de capacité visés au présent chapitre peuvent aussi être des titres étrangers reconnus équivalents en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou de l'article 43 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, ou correspondants en application de l'article 4 *quater* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. ».

CHAPITRE X. — Des dispositions diverses

Art. 31. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au chapitre X, Section 4, les termes « Sous-section 2 : De la mise en disponibilité par défaut d'emploi » sont abrogés.

2° Au chapitre X, Section 4, les termes « Sous-section 2 : De la mise en disponibilité par défaut d'emploi » sont insérés entre l'article 166 et l'article 167.

Art. 32. A l'alinéa 1^{er} de l'article 39 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, les termes « f) » sont pris en considération les jours prestés dans un centre-relais du Centre de rescolarisation et de resocialisation, tel que prévu par le décret du 12 mai 2004. » sont remplacés par les termes « e) » sont pris en considération les jours prestés dans un centre-relais du Centre de rescolarisation et de resocialisation, tel que prévu par le décret du 12 mai 2004. ».

Art. 33. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, les termes « Article 44*bis*. Lorsqu'un établissement bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, le ministre l'offre au membre du personnel dans l'ordre établi conformément à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat. » sont remplacés par les termes :

« Article 44*ter*. Lorsqu'un établissement bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, le ministre l'offre au membre du personnel dans l'ordre établi conformément à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat. ».

Art. 34. A l'alinéa 6 de l'article 1^{er} de l'arrêté royal précité, les termes « 44*bis* » sont remplacés par les termes « 44*ter* ».

Art. 35. Dans le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, il est inséré un article 161*bis* libellé comme suit :

« Article 161*bis* - Tout membre du personnel administratif mis en disponibilité par défaut d'emploi suite à la reprise de l'établissement par un pouvoir organisateur d'enseignement subventionné et qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé à l'activité de service, peut être mis à la disposition de ce pouvoir organisateur.

Sans préjudice de l'application éventuelle de l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} continue à bénéficier de plein droit d'un traitement d'attente égale au traitement d'activité qu'il aurait perçu s'il avait poursuivi l'exercice de ses fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Il ne bénéficie en aucun cas d'une subvention-traitement, la convention de reprise à conclure entre les pouvoirs organisateurs concernés prévoyant le cas échéant le remboursement à la Communauté française pour le pouvoir organisateur qui reprend du traitement d'attente visé à l'alinéa précédent.

Sous réserve de solliciter chaque année sa réaffectation dans l'enseignement organisé par la Communauté française et de répondre à toute proposition de réaffectation ou de rappel à l'activité qui lui serait faite, le membre du personnel administratif conserve sa nomination à titre définitif aussi longtemps qu'il n'obtient pas une nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur reprenant.

Les périodes pendant lesquelles un membre du personnel administratif placé en position de disponibilité par défaut d'emploi bénéficie des dispositions des alinéas 1 et 2 sont suspensives du temps de disponibilité pour le calcul du traitement d'attente. »

Art. 36. L'article 189 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, est complété par un § 4 libellé comme suit : « § 4. Sans préjudice de l'alinéa 3, lorsqu'il est procédé au sein d'un établissement à une désignation à titre temporaire dans une fonction de membre du personnel ouvrier, celle-ci est proposée par le directeur en priorité au dernier membre du personnel ouvrier ayant exercé précédemment à titre temporaire cette fonction au sein de l'établissement, pour autant que ce dernier n'ait pas fait l'objet d'un licenciement tel que visé à l'article 191. Lorsque le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1^{er} exerçait la fonction dans le cadre d'un remplacement d'une durée égale ou supérieure à 15 semaines d'un membre du personnel ouvrier temporaire, la désignation à titre temporaire lui est proposée après que celle-ci l'ait été au membre du personnel ouvrier dont il assurait le remplacement. Lorsque le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1^{er} exerçait la fonction dans le cadre d'un remplacement d'une durée inférieure à 15 semaines d'un membre du personnel ouvrier temporaire, il y a lieu d'entendre par « dernier membre du personnel » le membre du personnel ouvrier dont le remplacement était assuré.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque le membre du personnel ouvrier a été désigné à titre temporaire dans le cadre d'un remplacement d'une durée inférieure à 15 semaines d'un membre du personnel définitif. »

Art. 37. Dans le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, il est inséré un article 307*bis* libellé comme suit :

« Article 307*bis*. Tout membre du personnel ouvrier mis en disponibilité par défaut d'emploi suite à la reprise de l'établissement par un pouvoir organisateur d'enseignement subventionné et qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé à l'activité de service peut être mis à la disposition de ce pouvoir organisateur. Dans ce cas, il continue à bénéficier de plein droit d'un traitement d'attente égal au traitement d'activité qu'il aurait perçu s'il avait poursuivi l'exercice de ses fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, la convention de reprise à conclure entre les pouvoirs organisateurs concernés prévoyant le remboursement à la Communauté française par le pouvoir organisateur qui reprend dudit traitement d'attente. Sous réserve de solliciter chaque année sa réaffectation dans l'enseignement organisé par la Communauté française et de répondre à toute proposition de réaffectation ou de rappel à l'activité qui lui serait faite, le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1^{er} conserve sa nomination à titre définitif aussi longtemps qu'il n'obtient pas une nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur reprenant.

Les périodes pendant lesquelles le membre du personnel ouvrier placé en position de disponibilité par défaut d'emploi bénéficie des dispositions des alinéas 1 et 2 sont suspensives du temps de disponibilité pour le calcul du traitement d'attente. »

Art. 38. A l'alinéa 2 de l'article 36, § 1^{er} du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement officiel subventionné, les termes « pour les membres du personnel désignés à titre temporaire » sont complétés par les termes « , notamment les conditions dans lesquelles ces membres du personnel peuvent faire valoir une priorité à la désignation. La convention peut également déterminer les conditions auxquelles les membres du personnel temporaire qui, au moment de la reprise, auraient pu prétendre, sur la base des dispositions statutaires qui leur étaient applicables à cette date, à une nomination à titre définitif, peuvent être nommés à titre définitif dans l'emploi vacant occupé au moment de la reprise et qui demeure vacant après celle-ci. »

CHAPITRE XI. — *Des profils de formation*

Art. 39. L'article 2 du décret du 8 mars 1999 portant approbation de profils de formation tels que définis à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire est abrogé.

Art. 40. L'annexe 2 du même décret est abrogée.

Art. 41. Dans l'intitulé du décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des profils de formation de technicien/technicienne en agriculture, agent/agente technique de la nature et des forêts, ouvrier qualifié/ouvrière qualifiée en agriculture, technicien/technicienne de l'automobile, carrossier/carrossière, mécanicien/mécanicienne, garagiste, métallier-soudeur/métallièr-soudeuse, boulanger-pâtissier/boulangère-pâtissière, vendeur-retoucheur/vendeuse-retoucheuse, agent/agente en accueil et tourisme, technicien/technicienne commercial(e), vendeur/vendeuse, agent/agente d'éducation et animateur/animateur définis conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, les termes « carrossier/carrossière » sont supprimés.

Art. 42. L'article 4, alinéa 2 du même décret est abrogé.

Art. 43. L'annexe 5 du même décret est abrogée.

CHAPITRE XII. — *Immersion linguistique*

Art. 44. L'article 1^{er}, § 3, du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement est complété par l'alinéa suivant : « Les membres du jury sont désignés pour une durée de 4 ans ».

Art. 45. Un § 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré à l'article 1^{er} du même décret : « A titre transitoire, lors de la première désignation des membres du jury, par dérogation au § 3, alinéa 1^{er}, chaque section peut comprendre un ou plusieurs membre(s) effectif(s) ou suppléant(s) porteur(s) d'un grade de licencié en philologie germanique ou de licencié en langues et littératures germaniques, à défaut de pouvoir désigner un ou des membres(s) porteur(s) des titres visés au § 3, alinéa 1^{er}. ».

Art. 46. La section 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à l'organisation des examens menant à l'octroi du certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion est abrogée.

TITRE II. — Des dispositions diverses en matière d'enseignement supérieur**CHAPITRE I^{er}. — Du statut du personnel de l'enseignement supérieur**

Art. 47. L'article 16 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur est complété par un nouveau § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Est inapplicable dans l'enseignement supérieur social de type long en communication appliquée, à partir de la rentrée académique 1993-1994, l'article 7 de l'arrêté royal du 15 avril 1965 réglementant au troisième degré de l'enseignement supérieur technique, les études conduisant au diplôme des arts du spectacle et techniques de diffusion, tel que modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 1970. ».

CHAPITRE II. — Des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture

Art. 48. L'article 26 du décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil d'administration arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture et ce dans le respect des critères et conditions d'octroi définis aux articles 27 à 29 du présent décret.

Le Conseil d'administration du FRIA transmet pour approbation le règlement visé à l'alinéa 1^{er} au Gouvernement. Si le Gouvernement ne se prononce pas dans les trente jours suivant la réception du règlement, celui-ci est présumé approuvé par le Gouvernement. ».

Art. 49. A l'article 28, § 2, alinéa 2 du même décret, les termes « sciences dentaires, kinésithérapie » sont insérés entre les termes « sciences pharmaceutiques » et les termes « et sciences vétérinaires ».

CHAPITRE III. — De la chambre de recours de l'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 50. A l'article 136 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les points 10° et 11° sont supprimés.

CHAPITRE IV. — Du décret fusion HEC-Liège/Ulg

Art. 51. Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 19 mai 2004 portant création d'une école de gestion à l'Université de Liège :

« Article 8bis-Les étudiants porteurs d'un grade académique de second cycle de type long délivré par la Haute Ecole HEC-Liège avant l'année académique 2004-2005 et par la HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège à partir de l'année académique 2004-2005 sont admis à s'inscrire à partir de l'année académique 2004-2005 à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur en sciences économiques ou au master à finalité didactique dans les domaines des sciences économiques et de gestion organisés par l'Université de Liège, en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne ces études, dans le respect des articles 14, § 1^{er}, et 185 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen et refinançant les universités et par dérogation à l'article 22, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

Le grade académique d'agrégé(e) de l'enseignement secondaire supérieur ou de master à finalité didactique et le diplôme y afférent sont délivrés par l'Université de Liège dans le respect du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur. ».

TITRE III. — Modification du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école

Art. 52. A l'article 17 du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école est inséré un § 4 :

« § 4. Par dérogation au § 2, 1°, le docteur en médecine qui n'est porteur ni du certificat de médecine scolaire ni du diplôme d'études spécialisées en santé publique peut exercer des fonctions médicales au sein d'un service à condition :

- d'avoir suivi, préalablement à son entrée en fonctions dans un service, un stage formatif court. Le Gouvernement fixe le nombre d'heures et l'objet du stage formatif court ainsi que les titres et l'expérience professionnelle requis des formateurs;

- de s'engager à suivre, dès la rentrée académique suivante, le certificat de médecine scolaire ou le diplôme d'études spécialisées en santé publique.

A défaut d'avoir obtenu le certificat de médecine scolaire ou le diplôme d'études spécialisées en santé publique endéans les trois ans de l'entrée en fonctions, il est mis fin d'office à celles-ci. ».

TITRE IV. — Modification du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités

Art. 53. A l'article 15 du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, est inséré un nouveau § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation au § 2, 1°, le docteur en médecine qui n'est porteur ni du certificat de médecine scolaire ni du diplôme d'études spécialisées en santé publique peut exercer des fonctions médicales au sein d'un service à condition :

- d'avoir suivi, préalablement à son entrée en fonction dans un service, un stage formatif court. Le Gouvernement fixe le nombre d'heures et l'objet du stage formatif court ainsi que les titres et l'expérience professionnelle requis des formateurs;

- de s'engager à suivre, dès la rentrée académique suivante, le certificat de médecine scolaire ou le diplôme d'études spécialisées en santé publique.

A défaut d'avoir obtenu le certificat de médecine scolaire ou le diplôme d'études spécialisées en santé publique endéans les trois ans de l'entrée en fonction, il est mis fin d'office à celles-ci. »

**TITRE V. — Modification du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination
de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire**

Art. 54. L'article 6, § 1^{er}, point 1^o, du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire est complété comme suit :

« ces représentants ne peuvent faire partie d'un groupe politique qui ne respecte pas les principes démocratiques relatifs aux droits et libertés fondamentales garantis par la Constitution et énoncés par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la deuxième guerre mondiale ou toute autre forme de génocide; ».

TITRE VI. — Modification du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Art. 55. A l'article 4, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les mots « le groupe des institutions publiques » sont remplacés par les mots « les institutions publiques ».

Art. 56. A l'article 21, 8^o, du même décret, le mot « l'Office » est remplacé par les termes « l'Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 57. A l'article 47, 5^{ème} alinéa du même décret, les mots « le groupe des institutions publiques » sont remplacés par les mots « les institutions publiques ».

TITRE VII. — Des dispositions en matière d'Education permanente

Art. 58. A l'article 39 du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, sont apportées les modifications suivantes :

1^o aux alinéas 1^{er} et 2, les mots « pendant une durée de trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par les mots « pendant une durée de quatre ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « durant ces trois années » sont remplacés par les mots « durant ces quatre années ».

Art. 59. Dans le même décret du 17 juillet 2003 est inséré un article 37*bis* formulé comme suit :

« Article 37*bis*. § 1^{er}. Le Conseil supérieur de l'Education permanente créé par le décret du 17 mai 1999, ci-après désigné le « Conseil transitoire », continue à fonctionner conformément aux dispositions suivantes tant qu'il n'est pas remplacé par le Conseil créé par le présent décret et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2008.

§ 2. A l'exception des articles 28, 29, 30 et 31, § 1^{er}, le présent décret est applicable au Conseil transitoire.

§ 3. Les membres du Conseil transitoire sont désignés par le Gouvernement après appel aux candidatures auprès des associations visées au § 5. Le Gouvernement détermine les modalités d'organisation de l'appel aux candidatures. Les membres du Conseil transitoire sont désignés pour un mandat dont le terme est fixé au 31 décembre 2008, sans préjudice du § 1^{er}.

§ 4. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Il est remplacé par une personne désignée selon les mêmes conditions pour achever son mandat. Est également réputé démissionnaire le membre qui, sans justification préalable, est absent à plus de la moitié des séances annuelles du Conseil.

§ 5. Le Conseil transitoire se compose de 39 membres dont :

a) 18 responsables d'associations générales de promotion socio-culturelle des travailleurs, ou le cas échéant, de leurs régionales dépendantes;

b) 10 responsables d'associations générales d'éducation permanente, ou, le cas échéant, de leur régionales dépendantes;

c) 3 responsables d'associations régionales indépendantes de promotion socio-culturelle des travailleurs;

d) 3 responsables d'associations régionales indépendantes d'éducation permanente;

e) 2 responsables d'associations locales indépendantes de promotion socio-culturelle des travailleurs ou d'éducation permanente;

f) 3 responsables provenant des associations reconnues à titre transitoire en vertu du présent décret, soit d'associations reconnues à durée indéterminée à la suite de leur reconnaissance à titre transitoire en vertu du présent décret.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, a, b, c, d et e, du présent paragraphe :

1^o est considérée comme association générale celle qui :

- étend son champ d'action à la région de langue française et à la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans la mesure prévue à l'article 127, § 2, de la Constitution coordonnée;

- exerce son contrôle ou sa tutelle sur plusieurs sections régionales et locales dans chacune de ces zones territoriales;

- dispose d'un secrétariat central et d'au moins un responsable assurant le contact permanent du public et des membres avec l'association;

2^o est considérée comme association régionale celle qui :

- étend son champ d'action à une province ou subdivision de province au moins faisant partie de la région de langue française ou à la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans la mesure prévue à l'article 127, § 2, de la Constitution coordonnée;

- exerce son contrôle ou sa tutelle sur plusieurs sections locales dans la zone territoriale qu'elle a choisie;

- est, soit une association indépendante, soit la structure régionale d'une association générale;

3° est considérée comme association locale celle qui :

- étend son champ d'action à un quartier, un hameau ou à une commune;
- réalise ses activités, soit de façon indépendante, soit comme structure locale d'une association régionale ou d'une association générale.

4° est considérée comme association d'éducation permanente celle qui, créée, animée et gérée par des personnes privées, a pour objectif d'assurer et de développer principalement chez les adultes :

- une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société;
- des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation;
- des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.
- est considérée comme association de promotion socio-culturelle des travailleurs, l'association d'éducation permanente qui s'adresse et s'adapte par priorité au public du milieu populaire en réalisant son action au départ de l'analyse avec ses membres de leurs conditions de vie et des facteurs déterminant plus particulièrement leur situation.

Les associations visées à l'alinéa 1^{er}, a, b, c, d et e, du présent paragraphe sont celles qui ont bénéficié d'un subventionnement l'année civile précédant l'appel aux candidatures.

§ 6. Le président et les vice-présidents du Conseil transitoire sont choisis par le Gouvernement parmi les associations visées au § 5, alinéa 1^{er}, a, b, c, d et e. Ils forment le Bureau du Conseil transitoire. ».

TITRE VIII. — Disposition relative aux fonds budgétaires

Art. 60. Le point 31 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe 1 du présent décret.

TITRE IX. — Des dispositions finales

Art. 61. L'article 15, 1. b) de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, tel qu'inséré par l'article 2 du présent décret, produit ses effets le 1^{er} septembre 1986.

L'article 15, 1. c) de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité, tel qu'inséré par l'article 2 du présent décret, produit ses effets le 1^{er} septembre 2003.

Les articles 23, 24 et 47 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1993.

Les articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2003.

L'article 31 produit ses effets le 1^{er} septembre 2003.

Les articles 5, 6, 32 et 59 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2004.

Les articles 14, 1° à 4°, 15, 16 et 17 produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2004.

Les articles 9, 10, 11, 12, 13, 14, 5°, 6°, 33 et 34 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2004.

Les articles 35, 37 et 38 entrent en vigueur au 1^{er} juillet 2005.

Les articles 36, 39, 40, 41, 42 et 43 entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 2005

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre,
en charge de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre en charge du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 111-1. — Amendements de commission, n° 111-2 — Avis des commissions spécialisées n°s 111-3 à 111-6. — Rapport n° 111-7

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 21 juin 2005

Annexe

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
31. Fonds d'intervention des Fonds structurels européens - Enseignement obligatoire de plein exercice et Enseignement en alternance (B)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement obligatoire de plein exercice et Enseignement en alternance	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de l'Enseignement obligatoire de plein exercice et l'Enseignement en alternance

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2126

[C - 2005/29228]

1 JULI 2005. — Decreet houdende diverse maatregelen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs, de gezondheidspromotie op school, de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de hulpverlening aan de jeugd, de permanente opvoeding en de begrotingsfondsen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Diverse bepalingen inzake het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie

HOOFDSTUK I. — De geldelijke anciënniteit

Artikel 1. In artikel 16, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de woorden «en van de personeelsleden in het kader van de hulp bij tewerkstelling (APE)» vervangen door de woorden «, van de personeelsleden in het kader van de hulp bij tewerkstelling (APE) en van de personeelsleden in het kader van een eerste werkervaringsovereenkomst (ROSETTA). ».

HOOFDSTUK II. — De kinderverzorgsters

Art. 2. In artikel 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorscholen, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen wordt punt 1 «kinderverzorgster « vervangen als volgt :

« 1. kinderverzorgster :

a) het brevet van kinderverzorgster uitgereikt overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 en getekend door de Minister van Volksgezondheid;

b) het kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorgster uitgereikt overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van kinderverzorging;

c) het kwalificatiegetuigschrift van «kinderverzorger/kinderverzorgster» uitgereikt overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties « kinderverzorging » en « aspirant(e) nursing » van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster.

HOOFDSTUK III. — Het gespecialiseerd onderwijs

Art. 3. Aan artikel 62, § 2 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het derde lid worden de woorden « 36 » vervangen door de woorden « 36, § 3 »;

2° Tussen het derde en het vierde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Programmacommissie bedoeld in artikel 36, § 3bis omvat :

1° acht leden aangesteld door de Regering op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs;

2° twee vertegenwoordigers van de inspectie, aangesteld door de Regering op voorstel van de Inspecteur-coördinator;

3° één afgevaardigde van het Algemeen Bestuur, aangesteld door de Regering op voorstel van de Administrateur-generaal die de Commissie voorziet. ».

Art. 4. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2004 betreffende de inrichting en de werking van de Commissie voor de programma's van het gespecialiseerd secundair onderwijs wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *De vereiste bekwaamheidsbewijzen*

Art. 5. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en van leraar beroepspraktijk in de lagere secundaire technische scholen en in de lagere secundaire beroepsscholen, waarvan de Franse taal de onderwijstaal is, zoals vervangen bij het decreet van 19 november 2003, wordt de rubriek « 5° aardrijkskunde (aardrijkskunde, economische aardrijkskunde) aangevuld als volgt :

« - voorlopig voor de leraren die op 31 december 2003 de specialiteit « wetenschappen-aardrijkskunde » uitoefenen, het diploma geaggregeerde van het lager secundair onderwijs (biologie, scheikunde, fysica). » ».

Art. 6. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van de koninklijke lycea en athenea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair vakonderwijs verbonden aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waar het Frans de onderwijstaal is, zoals vervangen bij het decreet van 19 november 2003, wordt de rubriek « 5° aardrijkskunde (aardrijkskunde, economische aardrijkskunde) aangevuld als volgt :

« - voorlopig voor de leraren die op 31 december 2003 de specialiteit « wetenschappen-aardrijkskunde » uitoefenen, het diploma geaggregeerde van het lager secundair onderwijs (biologie, scheikunde, fysica). » ».

HOOFDSTUK V. — *Het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel*

Art. 7. Hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van de meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst en normaalonderwijs, opgeheven bij het decreet van 24 juni 1996 wordt hersteld door de volgende bepalingen :

« Hoofdstuk VII. - Verlof om voorlopig een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs, ander dan het universitair onderwijs.

Artikel 23. Een verlof kan worden toegekend door de Regering aan de personeelsleden bedoeld in artikel 1 om voorlopig een ambt uit te oefenen in het onderwijs, ander dan het universitair onderwijs :

1° een bevorderingsambt, wanneer het personeelslid vastbenoemd wordt in een wervingsambt dat toegang verleent tot dit bevorderingsambt;

2° een ambt dat toegang verleent tot een weddenschaal die gelijk is aan of hoger is dan deze die ze genieten;

3° een ambt dat toegang verleent tot een weddenschaal die lager is dan deze die ze genieten.

Het verlof bedoeld in het eerste lid, 1° en 2° van deze paragraaf wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode dienstactiviteit.

Het verlof bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° van deze paragraaf kan worden toegestaan voor alle prestaties die het personeelslid in vaste dienst uitoefent of voor een gedeelte van deze.

De bepalingen van dit artikel zullen, in voorkomend geval, aanleiding geven tot de toepassing van artikel 35 van het programmadecreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector.

Art. 8. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2002, worden de woorden « het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap » ingevoegd tussen de woorden « van het administratief personeel, » en de woorden « alsook het lid van het technisch personeel ».

Art. 9. Artikel 43, § 2, van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van de meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst en normaalonderwijs, zoals ingevoegd bij het decreet van 8 mei 2003, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het vorige lid wordt het tijdelijk personeelslid niet bezoldigd. ».

Art. 10. In het eerste lid van artikel 51bis van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de woorden « artikel 3; » geschrapt.

Art. 11. In artikel 142 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de Franse woorden « en non-activité » vervangen door de Franse woorden « en disponibilité ».

Art. 12. Aan punt 2 van artikel 181 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° littera c) wordt aangevuld als volgt : « in overeenstemming met het ambt »;

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering beslist of de beroepspraktijk bedoeld in c) in overeenstemming is met het ambt van geschoold onderhoudswerkman. ».

Art. 13. In artikel 290 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de Franse woorden « en non-activité » vervangen door de Franse woorden « en disponibilité ».

HOOFDSTUK VI. — *Verlof*

Art. 14. Aan artikel 39 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van de meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst en normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « zeventien » vervangen door de woorden « negentien ».

2° In het tweede lid worden de woorden « gedurende de zes of acht weken » vervangen door de woorden « gedurende de vijf of zeven weken ».

3° In het derde lid worden de woorden « zeventien » vervangen door de woorden « negentien ».

4° Het derde lid wordt aangevuld als volgt : « Ingeval het pasgeboren kind, na de eerste zeven dagen na zijn geboorte, in het ziekenhuis moet blijven, kan de bezoldiging hoogstens vierentwintig aanvullende weken dekken. »

5° Het vijfde lid wordt aangevuld als volgt : « behalve voor de tijdelijke personeelsleden. »

6° Artikel 39 wordt aangevuld met het volgende lid : « Het derde lid van dit artikel is niet van toepassing op het tijdelijk vrouwelijk personeelslid. ».

Art. 15. In artikel 51 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genommener toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het derde lid worden de woorden « gedurende de zes of acht weken » vervangen door de woorden « gedurende de vijf of zeven weken ».

2° In het vierde lid worden de woorden « zeventien » vervangen door de woorden « negentien ».

3° Het vierde lid wordt aangevuld als volgt : « Ingeval het pasgeboren kind, na de eerste zeven dagen na zijn geboorte, in het ziekenhuis moet blijven, kan de bezoldiging hoogstens vierentwintig aanvullende weken dekken. ».

Art. 16. In artikel 48 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « zeventien » vervangen door de woorden « negentien ».

2° In het tweede lid worden de woorden « gedurende de zes of acht weken » vervangen door de woorden « gedurende de vijf of zeven weken ».

3° In het derde lid worden de woorden « zeventien » vervangen door de woorden « negentien ».

4° Het derde lid wordt aangevuld als volgt : « Ingeval het pasgeboren kind, na de eerste zeven dagen na zijn geboorte, in het ziekenhuis moet blijven, kan de bezoldiging hoogstens vierentwintig aanvullende weken dekken. »

5° Er wordt een zevende lid toegevoegd, luidend als volgt : « Het derde lid van dit artikel is niet van toepassing op een tijdelijk vrouwelijk personeelslid. ».

Art. 17. In artikel 5 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, worden de woorden « Tot zeven weken » vervangen door de woorden « Tot zes weken of, in geval van meerlingengeboorte, tot acht weken ».

Art. 18. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 7. Het vastbenoemd of tijdelijk personeelslid bekomt ten hoogste een verlof van vier werkdagen voor het schenken van beenmerg. Dit verlof begint te lopen de dag waarop het beenmerg in de verzorgingsinstelling wordt afgenomen. Het wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. ».

Art. 19. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van de meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst en normaalonderwijs wordt hersteld door de volgende bepaling :

« Artikel 5. Het personeelslid bekomt ten hoogste een verlof van vier werkdagen voor het schenken van beenmerg. Dit verlof begint te lopen de dag waarop het beenmerg in de verzorgingsinstelling wordt afgenomen. Het wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. ».

Art. 20. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, wordt hersteld door de volgende bepaling :

« Artikel 6. Het personeelslid bekomt ten hoogste een verlof van vier werkdagen voor het schenken van beenmerg. Dit verlof begint te lopen de dag waarop het beenmerg in de verzorgingsinstelling wordt afgenomen. Het wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. ».

HOOFDSTUK VII. — *De raad van beroep*

Art. 21. Aan artikel 81, § 1 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals vervangen bij het decreet van 19 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° uit één voorzitter en twee plaatsvervangende voorzitters aangesteld door de Regering uit de in dienst zijnde of gepensioneerde magistraten of uit de ambtenaren-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijspersoneel; »;

2° de vierde en zesde leden worden vervangen als volgt :

« Wanneer een advies moet worden uitgebracht omtrent het voorlopig verslag bedoeld in artikel 42, § 1, 12°, wordt het voorzitterschap waargenomen door een ambtenaar-generaal.

Indien de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter bedoeld in het eerste lid, 2° een ambtenaar-generaal is, wordt de vergoeding bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1993 betreffende de raden van beroep in het vrij confessioneel onderwijs of in artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1993 betreffende de raden van beroep in het niet-confessioneel vrij onderwijs, niet verschuldigd. ».

HOOFDSTUK VIII. — *De sociale promotie*

Art. 22. Aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 48, § 2, eerste lid, worden de woorden « behalve in het onderwijs voor sociale promotie, in de loop van de eerste veertien dagen van de maand maart. » vervangen door de woorden « , en in het onderwijs voor sociale promotie in de loop van de maand februari. »

2° In artikel 48, § 3, eerste lid, worden de woorden « in de loop van de maand januari. » vervangen door de woorden « in de loop van de maand januari, en in het onderwijs voor sociale promotie in de loop van de maand februari. »

3° In artikel 80, § 2, eerste lid, worden de woorden « behalve in het onderwijs voor sociale promotie, in de loop van de eerste veertien dagen van de maand maart. » vervangen door de woorden « , en in het onderwijs voor sociale promotie in de loop van de maand februari. »

4° In artikel 80, § 3, eerste lid, worden de woorden « in de loop van de maand januari. » vervangen door de woorden « in de loop van de maand januari, en in het onderwijs voor sociale promotie in de loop van de maand februari. »

5° In artikel 94, § 2, eerste lid, worden de woorden « of, wat betreft het onderwijs voor sociale promotie, in de loop van de eerste veertien dagen van de maand maart. » vervangen door de woorden « en in het onderwijs voor sociale promotie in de loop van de maand februari. ».

Art. 23. Er wordt een artikel 137ter ingevoegd in het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, luidend als volgt :

« Artikel 137ter. § 1. De leden van het onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie die benoemd of in vaste dienst zijn of erkend worden, daar waar de erkenning bestaat, in een ambt waarvoor het geheel of een gedeelte van de lestijden herplaatst worden in een ander ambt bij wijziging van het onderwijsniveau en/of van het type lessen naar aanleiding van de toepassing van de artikelen 136 en 137 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, behouden, te rekenen vanaf de betrokken herplaatsing, een benoeming of een aanwerving in vaste dienst voor de uitoefening van dit ander ambt.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in § 1 genieten de weddenschaal verbonden aan de titel waarvan ze houder zijn voor het ambt waarin de betrokken lessen geplaatst werden.

Nochtans, ingeval de weddenschaal die toegekend wordt vóór de herplaatsing bedoeld in artikel 1 gunstiger voor hen is, blijven de betrokken personeelsleden deze weddenschaal genieten. ».

Art. 24. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 houdende bepalingen voor de leerkrachten in het onderwijs voor sociale promotie, die titularis zijn van vakken waarvan de indeling gewijzigd wordt ingevolge artikel 137 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Omzetting van richtlijn*

Art. 25. Er wordt een artikel 2bis ingevoegd in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, luidend als volgt :

« Artikel 2bis. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° lidstaat : een lidstaat van de Europese Unie, IJsland, Liechtenstein, Noorwegen of Zwitserland

2° gereguleerde opleiding : elke opleiding die rechtstreeks gericht is op de uitoefening van een bepaald ambt, of dat bestaat in een cyclus van postsecundaire studies met een duur van ten minste drie jaar, of met een gelijkwaardige duur met deeltijdse prestaties, gevolgd in een universiteit of in een inrichting voor hoger onderwijs of in een andere inrichting van hetzelfde opleidingsniveau, en, eventueel, in een beroepsopleiding, een beroepsstage of een beroepspraktijk vereist boven de cyclus van postsecundaire studies ».

Art. 26. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3. De vereiste diploma's, getuigschriften en brevetten moeten uitgereikt worden hetzij door een Belgische universiteit of door een door de wet daarmee gelijkgestelde inrichting of door een door de Staat georganiseerde, gesubsidieerde of erkende onderwijsinrichting, hetzij door een door de Regering opgerichte examencommissie.

Voor de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het onderwijs met beperkt leerplan moet de onderwijscyclus ten minste 900 lestijden hebben omvat voor de technische en beroepsleergangen en ten minste 450 lestijden voor de normaalleergangen.

Als vereiste diploma's, getuigschriften en brevetten worden eveneens beschouwd, deze die bepaald zijn door een andere lidstaat voor de toegang tot het overeenstemmende ambt of voor de uitoefening van dit ambt op zijn grondgebied en die behaald werden in een lidstaat.

In afwijking van het derde lid wordt gelijkgesteld met het bezitten van een bekwaamheidsbewijs voor de toegang tot een ambt, het feit dat het overeenstemmende ambt gedurende ten minste twee jaar tijdens de tien vorige jaren voltijds werd uitgeoefend in een andere lidstaat die de toegang tot dat ambt niet regelt, voor zover de kandidaat houder is van een of meer bekwaamheidsbewijzen inzake opleiding die aan de in artikel 4bis bedoelde voorwaarden voldoet.

Bovendien kunnen deze twee jaren beroepservaring niet vereist worden wanneer de opleidingstitel(s) behaald door de kandidaat en bedoeld in artikel 4bis, een gereguleerde opleiding bekrachtigt(en).

Worden gelijkgesteld met de hierboven vermelde diploma's, getuigschriften en brevetten van een technische school of leergang, de diploma's uitgereikt door de technische en beroepsscholen of -leergangen die ermee gelijkgesteld zijn zoals hierna bepaald :

1° met de hogere technische scholen van de 3de graad : de scholen gerangschikt A5;

2° met de hogere technische scholen van de 2de graad : de scholen voor technische ingenieurs gerangschikt A1, de scholen van architecten gerangschikt A7/A1;

3° met de hogere technische scholen van de 1ste graad : de scholen gerangschikt A1, A6/A1, A7/A1, A8/A1, C1/A1;

4° met de hogere secundaire technische scholen : de scholen gerangschikt A2, A2A, A6/A2, A6/C1 - 2de cyclus, A7/A2, A8/A2, C1 - 2de cyclus, C1A, C5/C1 - 2de cyclus C1/A6/A2, A7/C1 - 2de cyclus, A2/C1 (scholen voor verpleegassistenten);

5° met de lagere secundaire technische scholen : de scholen gerangschikt A3, A3A, A6/A3, A6/C1 - 1ste cyclus, A7/A3, C1 - 1ste cyclus, C2/C2Aa, C5/C1 - 1ste cyclus, C1/A6/A3, A7/C1 - 1ste cyclus;

6° met de aanvullende secundaire beroepsscholen : de scholen gerangschikt C1D (voortgezette opleiding) C1/A2 (scholen van verpleegassistenten);

7° met de hogere secundaire beroepsscholen : de 2de cyclus van de scholen gerangschikt A4, C3 en C5, de beroepsscholen gerangschikt A2 evenals de scholen gerangschikt C2 (scholen voor kinderverzorgsters);

8° met de lagere secundaire beroepsscholen : de 1ste cyclus van de scholen gerangschikt A4, C3, C5 et A7/C3;

9° met de middelbare technische normaalscholen : de scholen gerangschikt A1D, A6/A1D, A7/A1D, A7/C1D, C1D, C5/C1D en C1An;

10° met de lagere technische normaalscholen : de scholen gerangschikt A2An;

11° met de hogere technische leergangen van de 1ste graad : de scholen gerangschikt B1 en B3/B1, die bij de toelating van de leerlingen, een getuigschrift van volledig hoger secundair onderwijs eisen of die het voorwerp geweest zijn van een ministeriële dienstbrief waarbij ze opnieuw gerangschikt werden op het niveau van de hogere technische leergangen van de eerste graad.

Met de houder van een getuigschrift van het hoger niveau van de eerste graad worden eveneens gelijkgesteld :

de houder van een getuigschrift B1 en van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

de houder van een getuigschrift B1 en van een getuigschrift B2

12° met de hogere secundaire technische leergangen : de scholen gerangschikt B1 en B3/B1 die niet aan de onder 11° hierboven gestelde voorwaarde voldoen en de scholen gerangschikt B2 en B3/B2 die bij de toelating van de leerlingen een getuigschrift van volledig lager secundair onderwijs eisen of die het voorwerp geweest zijn van een ministeriële dienstbrief waarbij ze opnieuw gerangschikt worden op het niveau van de hogere secundaire technische leergangen.

Met de houder van een getuigschrift van het hoger secundair niveau wordt eveneens gelijkgesteld de houder van een getuigschrift B2 en van een getuigschrift van het lager secundair niveau;

13° met de lagere secundaire technische leergangen : de scholen gerangschikt B2 en B3/B2 die niet aan de onder 12° hierboven gestelde voorwaarde voldoen, evenals de scholen gerangschikt B3/B5;

14° met de hogere secundaire beroepsleergangen : de scholen gerangschikt B4/B1 en B6/B1 en gerangschikt B4/B2 die bij de toelating een titel van volledige lagere secundaire studies eisen;

15° met de lagere secundaire beroepsleergangen : de scholen gerangschikt B6/B2, B5, B6/B4, B6/B5, C4, B4/C4, C6 et C2Ab, evenals gerangschikt B4/B2, die niet aan de onder 14° hierboven gestelde voorwaarde voldoen;

16° met de middelbare technische normaalleergangen : de leergangen met beperkt leerplan gerangschikt D, die vooraleer het eindbekwaamheidsgetuigschrift uit te reiken, het bezit eisen van een titel van volledige studies van het hoger secundair niveau van het technisch onderwijs ten minste;

17° met de lagere technische normaalleergangen : de leergangen met beperkt leerplan gerangschikt D die niet aan de onder 16° hierboven gestelde voorwaarde voldoen. ».

Art. 27. Artikel *4bis* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel *4bis*. Voor de toepassing van artikel 3, vierde lid, is het bedoelde bekwaamheidsbewijs of zijn de bedoelde bekwaamheidsbewijzen inzake opleiding dat (deze) :

- welk (die) werd(en) uitgereikt door een bevoegde overheid in een lidstaat, aangewezen overeenkomstig de wets-, verordeningen- of administratieve bepalingen van die Staat;

- waaruit blijkt dat de houder ervan met vrucht een cyclus van postsecundaire studies met een duur van ten minste drie jaar heeft gevolgd, of met een gelijkwaardige duur met deeltijdse prestaties, in een universiteit of een inrichting voor hoger onderwijs of in een andere inrichting van hetzelfde vormingsniveau van een lidstaat, en, in voorkomend geval, dat hij met vrucht de vereiste beroepsopleiding heeft genoten naast de cyclus van postsecundaire studies, en

- welk (die) hem heeft (hebben) voorbereid tot de uitoefening van dat ambt. ».

Art. 28. Artikel *4ter* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel *4ter*. Onverminderd de bepalingen van artikel *4bis*, is de houder van een (of meer) bij artikel 3, leden 3 en 4 bedoeld(e) definitief(ve) bekwaamheidsbewijs(zen), ertoe verplicht, ofwel te bewijzen dat hij over een beroepservaring beschikt, indien de duur van de vorming die hij genoot minstens één jaar korter is dan deze die door de Franse Gemeenschap vereist is, ofwel een aanpassingsstage te volgen, ofwel een bekwaamheidsexamen af te leggen.

Indien de houder moet bewijzen dat hij een beroepservaring heeft :

1° mag de vereiste duur ervan niet tweemaal langer zijn dan de ontbrekende opleidingsperiode, als de ontbrekende periode betrekking heeft op de cyclus van de postsecundaire studies en/of op een beroepsstage die werd gevolgd onder leiding van een stagemeester of die door een examen werd bekrachtigd;

2° mag de vereiste duur ervan niet langer zijn dan de ontbrekende opleidingsperiode, wanneer deze betrekking heeft op een beroepspraktijk die onder de begeleiding van een geschoolde vakman werd verricht;

3° mag de vereiste duur ervan geenszins langer dan vier jaar zijn;

4° wordt, voor de vereiste duur ervan, de beroepservaring bedoeld in artikel 3, lid 4, altijd meegerekend.

Indien de houder niet kan bewijzen dat hij voornoemde vereiste beroepservaring heeft opgedaan, moet hij, naar keuze, ofwel een aanpassingsstage van maximaal drie jaar volgen, ofwel een bekwaamheidsexamen afleggen, in de hierna vermelde gevallen :

1° wanneer de opleiding die hij volgens artikel 3, derde en vierde leden heeft genoten, betrekking heeft op vakken die in hoofdzaak verschillend zijn van deze die opgenomen zijn in het diploma dat door de Franse Gemeenschap vereist is;

2° wanneer het door de Franse Gemeenschap geregelde ambt, in het geval bepaald in artikel 3, lid 3, een of meer beroepsactiviteiten omvat die niet bestaan in het ambt dat wordt geregeld door de oorspronkelijke lidstaat of de lidstaat van herkomst van de aanvrager en dat gekenmerkt wordt door een specifieke opleiding die door de Franse Gemeenschap vereist is en die betrekking heeft op vakken die in hoofdzaak verschillend zijn van deze die opgenomen zijn in het diploma waarvan de aanvrager het bewijs kan leveren;

3° wanneer het door de Franse Gemeenschap geregelde ambt, in het geval bedoeld in artikel 3, vierde lid, een of meer geregelde beroepsactiviteiten omvat die niet bestaan in het ambt dat wordt uitgeoefend door de kandidaat in de oorspronkelijke lidstaat of lidstaat van herkomst, en wanneer dat verschil gekenmerkt wordt door een specifieke opleiding die vereist wordt door de Franse Gemeenschap en die betrekking heeft op vakken die in hoofdzaak verschillend zijn van deze die opgenomen zijn in het bekwaamheidsbewijs of de bekwaamheidsbewijzen waarvan de kandidaat het bewijs kan leveren.

Indien de Regering van plan is van de houder te eisen dat hij een aanpassingsstage volgt of een bekwaamheidsexamen aflegt, moet hij eerst nakijken of de kennis die hij verworven heeft tijdens zijn beroepservaring van dien aard is om, alles of een gedeelte ervan, het verschil bedoeld in dit artikel te dekken. »

Art. 29. Artikel *4quater* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel *4quater*. Voor de toepassing van de artikelen 3, derde en vierde leden, *4bis* en *4ter*, wordt binnen het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming een Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs opgericht, die ermee belast wordt :

1° de kandidaturen van de houders van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 3, leden 3 en 4 te onderzoeken;

2° te bepalen tot welk(e) ambt(en) die bekwaamheidsbewijzen toegang geven;

3° te bepalen met welk(e) bekwaamheidsbewijs(zen), bepaald in hoofdstuk II van dit besluit, in het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zij overeenstemmen.

De samenstelling van die commissie en de nadere regels voor haar werking worden door de Regering vastgesteld. ».

Art. 30. Het eerste lid van artikel 101 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« De bekwaamheidsbewijzen bedoeld in dit hoofdstuk kunnen ook ofwel buitenlandse bekwaamheidsbewijzen zijn die als gelijkwaardig erkend worden met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften of van artikel 43 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, ofwel buitenlandse bekwaamheidsbewijzen die als gevolg van de toepassing van artikel 4^{quater} van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, als gelijkgesteld worden beschouwd. ».

HOOFDSTUK X. — *Diverse bepalingen*

Art. 31. Aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In Hoofdstuk X, Afdeling 4, worden de woorden « Onderafdeling 2 : Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking » opgeheven.

2° In Hoofdstuk X, Afdeling 4, worden de woorden « Onderafdeling 2 : Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking » ingevoegd tussen artikel 166 en artikel 167.

Art. 32. In het eerste lid van artikel 39 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969 worden de woorden « f) » worden in aanmerking genomen de dagen die gepresteerd werden in een herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld bij het decreet van 12 mei 2004. » vervangen door de woorden « e) » worden in aanmerking genomen de dagen die gepresteerd werden in een herscholings- en herintegratiecentrum van de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld bij het decreet van 12 mei 2004. ».

Art. 33. In het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969 worden de woorden « Art. 44^{bis}. Als een inrichting in aanmerking komt voor de toekenning van een arbeidsplaats gesubsidieerd door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, biedt de minister dit aan het personeelslid aan op basis van de volgorde vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het Rijksonderwijs. » vervangen door de woorden :

« Artikel 44^{ter}. Als een inrichting in aanmerking komt voor de toekenning van een arbeidsplaats gesubsidieerd door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, biedt de minister dit aan het personeelslid aan op basis van de volgorde vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het Rijksonderwijs. ».

Art. 34. In het zesde lid van artikel 1 van het voornoemde koninklijk besluit worden de woorden « 44^{bis} » vervangen door de woorden « 44^{ter} ».

Art. 35. In het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 161^{bis}, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel 161^{bis}. Elk lid van het administratief personeel dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking als gevolg van het overnemen van een inrichting door een inrichtende macht voor gesubsidieerd onderwijs en dat noch kon worden gereffecteerd noch kon worden teruggeroepen in actieve dienst, kan ter beschikking worden gesteld van deze inrichtende macht.

Onverminderd de mogelijke toepassing van het besluit van de Executieve van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn, blijft het bij het eerste lid bedoelde personeelslid van rechtswege een wachtwedde genieten die gelijk is aan de activiteitswedde die hij zou hebben geïnd indien hij de uitoefening van dit ambt zou hebben voortgezet in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs.

In geen geval geniet hij een wedde-toelage, aangezien de overnameovereenkomst die tussen de betrokken inrichtende machten gesloten dient te worden desnoods erin voorziet dat de inrichtende macht die overneemt aan de Franse Gemeenschap de wachtwedde bedoeld bij het vorig lid moet terugbetalen.

Onder voorbehoud dat hij om het jaar zijn reffectatie aanvraagt in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs en dat hij gevolg geeft aan elk voorstel tot reffectatie of wederoproep in dienstactiviteit dat hem zou worden voorgelegd, behoudt het lid van het administratief personeel zijn vaste benoeming zolang hij een vaste benoeming bij de overnemende inrichtende macht niet bekomt.

De periodes gedurende dewelke een lid van het administratief personeel dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking de bepalingen van het eerste en tweede lid geniet, worden opschortend voor de tijd van de terbeschikkingstelling bij de berekening van de wachtwedde. ».

Art. 36. Artikel 189 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met een § 4 luidend als volgt : « § 4. Onverminderd het derde lid, wanneer er in een inrichting tot een tijdelijke aanwijzing wordt overgegaan in een ambt als lid van het werkliedenpersoneel, wordt deze aanwijzing door de directeur prioritair aan het laatste lid van het werkliedenpersoneel dat vroeger dit ambt binnen de inrichting tijdelijk heeft bekleed, voor zover dat dat lid niet afgewezen werd zoals bedoeld bij artikel 191. Wanneer het lid van het werkliedenpersoneel bedoeld bij het eerste lid het ambt uitoefende in het raam van een vervanging voor een duur die korter is dan 15 weken van een tijdelijk lid van het werkliedenpersoneel, dient onder » laatste lid van het personeel « het lid van het werkliedenpersoneel te worden verstaan voor wie de vervanging plaatsvond.

Het eerste lid is niet van toepassing wanneer het lid van het werkliedenpersoneel tijdelijk aangewezen werd in het kader van een vervanging voor een periode die korter is dan 15 weken van een vastbenoemd personeelslid. ».

Art. 37. In het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 307bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 307bis. Elk lid van het werkliedenpersoneel dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking als gevolg van de opname van de inrichting door een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs en dat geen voorstel tot reëffectatie of wederoproep in dienstactiviteit kon bekomen, kan ter beschikking worden gesteld van deze inrichtende macht. In dat geval, blijft hij van rechtswege een wachtwedde genieten die gelijk is aan de activiteitswedde die hij zou hebben genoten indien hij de uitoefening van dit ambt in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs zou hebben voortgezet, waarbij de overnameovereenkomst te sluiten tussen de betrokken inrichtende machten in de terugbetaling voorzien aan de Franse Gemeenschap door de overnemende inrichtende macht van genoemde wachtwedde. Onder voorbehoud dat hij om het jaar zijn reëffectatie aanvraagt in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs en dat hij gevolg geeft aan elk voorstel tot reëffectatie of wederoproep in dienstactiviteit dat hem zou worden voorgelegd, behoudt het lid van het werkliedenpersoneel bedoeld bij het eerste lid zijn vaste benoeming zolang hij een vaste benoeming bij de overnemende inrichtende macht niet bekomt.

De periodes gedurende dewelke het lid van het werkliedenpersoneel dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking de bepalingen van de eerste en tweede leden geniet, worden opschortend voor de tijd van de terbeschikkingstelling bij de berekening van de wachtwedde. ».

Art. 38. In het tweede lid van artikel 36, § 1, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden « betreffende de tijdelijke personeelsleden » aangevuld met « , inzonderheid de voorwaarden die in acht genomen dienen te worden door deze personeelsleden om een voorrang tot aanwijzing te laten gelden. De overeenkomst mag ook de voorwaarden bepalen die in acht dienen te worden genomen door de tijdelijke personeelsleden die, bij de overneming, op basis van de statutaire bepalingen die toen op hen van toepassing waren, hun rechten hadden kunnen laten gelden op een vaste benoeming, voor een vaste benoeming in de bezette vacantverklaarde betrekking op het ogenblik van de overneming en die daarna ook vacant blijft. ».

HOOFDSTUK XI. — *Opleidingsprofielen*

Art. 39. Artikel 2 van het decreet van 8 maart 1999 houdende goedkeuring van opleidingsprofielen zoals bepaald in artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 40. De bijlage 2 bij dit decreet wordt opgeheven.

Art. 41. In het opschrift van het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de opleidingsprofielen van mannelijk of vrouwelijk technicus landbouwkunde, mannelijk of vrouwelijk technisch beambte natuur en bossen, geschoold werkman/werkvrouw landbouwkunde, mannelijk of vrouwelijk technicus auto-industrie, mannelijk of vrouwelijk carrosseriebouwer, mannelijk of vrouwelijk automonteur, mannelijk of vrouwelijk metaalbewerker-lasser, mannelijk of vrouwelijk bakker-banketbakker, verkoper-retoucheur/verkoopster-retoucheuse, mannelijk of vrouwelijk beambte onthaal en toerisme, mannelijk of vrouwelijk commercieel medewerker, verkoper/verkoopster, opvoeder/opvoedster en animator/animatrice vastgelegd overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, worden de woorden « mannelijk of vrouwelijk carrosseriebouwer » afgeschaft.

Art. 42. Artikel 4, tweede lid van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 43. De bijlage 5 bij hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XII. — *Taalbad*

Art. 44. Aan artikel 1, § 3, van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, wordt het volgende lid toegevoegd : « De leden van de examencommissie worden aangewezen voor een periode van vier jaar. ».

Art. 45. In artikel 1 van hetzelfde decreet wordt een § 3bis ingevoegd, luidend als volgt : « Bij wijze van overgangmaatregel, bij de eerste aanwijzing van de examencommissieleden, in afwijking van, § 3, eerste lid, kan iedere afdeling één of meer werkend(e) of plaatsvervangend(e) lid(leden) tellen die houder is (zijn) van een graad licentiaat in de Germaanse filologie of licentiaat in de Germaanse talen of letterkunde, als er geen lid kon worden aangewezen die houder is van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij, § 3, eerste lid. ».

Art. 46. Afdeling 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de organisatie van examens voor de toekenning van het getuigschrift van grondige kennis van een taal met het oog op het geven van taallessen door middel van onderdompeling, wordt opgeheven.

TITEL II. — Diverse bepalingen inzake hoger onderwijs**HOOFDSTUK I. — Statuut van het personeel van het hoger onderwijs**

Art. 47. Artikel 16 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs wordt aangevuld met een nieuwe § 4 luidend als volgt :

« § 4. Van toepassing op het maatschappelijk hoger onderwijs van het lange type in de toegepaste communicatie, vanaf het schooljaar 1993-1994, wordt artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 april 1965 tot regeling, in de derde graad van het hoger technisch onderwijs, van de studënter verkrijging van het diploma voor vertoningskunsten en verspreidingstechnieken, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 oktober 1970. ».

HOOFDSTUK II. — Opleidingsbeurzen voor onderzoek in de nijverheid en de landbouw

Art. 48. Artikel 26 van het decreet van 20 juli 2000 houdende dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De raad van bestuur bepaalt het reglement met betrekking tot de toekenning van opleidingsbeurzen voor onderzoek in de nijverheid en de landbouw, dit met inachtneming van de toekenningscriteria en -voorwaarden bedoeld bij de artikelen 27 tot 29 van dit decreet.

De raad van bestuur van het FRIA zendt ter goedkeuring het bij het eerste lid bedoelde reglement aan de Regering over. Indien de Regering zich niet uitspreekt binnen de dertig dagen na ontvangst van het reglement, wordt het geacht door de Regering goedgekeurd te zijn geweest. ».

Art. 49. In artikel 28, § 2, tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden « tandwetenschappen, kinesitherapie » ingevoegd tussen de woorden « farmaceutische wetenschappen » en de woorden « veeartsenijkunde ».

HOOFDSTUK III. — Raad van beroep voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs

Art. 50. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de punten 10° en 11° afgeschaft.

HOOFDSTUK IV. — Decreet samenvoeging HEC-Liège/ULg

Art. 51. Er wordt een artikel *8bis*, luidend als volgt, ingevoegd in het decreet van 19 mei 2004 houdende oprichting van een Management School bij de Université de Liège :

« Artikel *8bis*. De studenten die houder zijn van een academische graad van de tweede cyclus van het lange type uitgereikt door de Haute Ecole HEC-Liège voor het academiejaar 2004-2005 en door de HEC-Ecole de gestion van de Université de Liège vanaf het academiejaar 2004-2005 worden toegelaten tot de inschrijving vanaf het academiejaar 2004-2005 voor de aggregatie van het hoger secundair onderwijs in de economische wetenschappen of voor een master met didactische finaliteit in de economische wetenschappen en management ingericht door de Université de Liège, met als doel het verkrijgen van de academische graad die deze studies bekrachtigt, met inachtneming van de artikelen 14 § 1 en 185 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten en in afwijking van artikel 22, § 3 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

De academische graad geaggregeerde hoger secundair onderwijs of master met didactische finaliteit en het erbij horende diploma worden door de Université de Liège uitgereikt met inachtneming van het decreet van 8 februari 2001 vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs. ».

TITEL III. — Wijziging van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school

Art. 52. In artikel 17 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. In afwijking van, § 2, 1° kan de doctor in de geneeskunde die noch houder is van het getuigschrift schoolgeneeskunde noch houder is van het diploma van gespecialiseerde studies in volksgezondheid een medisch ambt bekleden binnen een dienst, op voorwaarde dat :

voordat hij zijn ambt bekleedt in de dienst, hij een korte opleidingsstage heeft gevolgd. De Regering bepaalt het aantal uren en de inhoud van de korte opleidingsstage alsook de van de opleiders vereiste bekwaamheidsbewijzen en beroepservaring;

vanaf het volgend academiejaar, hij de lessen volg ter verkrijging van een getuigschrift gespecialiseerde studies in volksgezondheid.

Indien hij binnen de drie jaar van zijn ambtsbekleding het getuigschrift schoolgeneeskunde of het diploma van gespecialiseerde studies in volksgezondheid niet heeft verkregen, wordt van ambtswege een eind gesteld aan zijn ambt. ».

TITEL IV. — Wijziging van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit

Art. 53. In artikel 15 van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit wordt een nieuwe § 4 ingevoegd luidend als volgt :

« § 4. In afwijking van, § 2, 1° kan de doctor in de geneeskunde die noch houder is van het getuigschrift schoolgeneeskunde noch houder is van het diploma van gespecialiseerde studies in volksgezondheid een medisch ambt bekleden binnen een dienst, op voorwaarde dat :

voordat hij zijn ambt bekleedt in de dienst, hij een korte opleidingsstage heeft gevolgd. De Regering bepaalt het aantal uren en de inhoud van de korte opleidingsstage alsook de van de opleiders vereiste bekwaamheidsbewijzen en beroepservaring;

vanaf het volgend academiejaar, hij de lessen volg ter verkrijging van een getuigschrift gespecialiseerde studies in volksgezondheid.

Indien hij binnen de drie jaar van zijn ambtsbekleding het getuigschrift schoolgeneeskunde of het diploma van gespecialiseerde studies in volksgezondheid niet heeft verkregen, wordt van ambtswege een eind gesteld aan zijn ambt. ».

TITEL V. — Wijziging van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang

Art. 54. Artikel 6, § 1, punt 1°, van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, wordt als volgt aangevuld :

« deze vertegenwoordigers mogen niet lid zijn van een politieke groep die de democratische beginsels niet in acht neemt betreffende de rechten en de fundamentele vrijheden gewaarborgd door de Grondwet en opgenomen in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide; ».

TITEL VI. — Wijziging van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

Art. 55. In artikel 4, tweede en vierde leden van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden de woorden « de groep openbare instellingen » vervangen door de woorden « de openbare instellingen ».

Art. 56. In artikel 21, 8°, van hetzelfde decreet wordt het woord « de Office » vervangen door de woorden « de Office de la Naissance et de l'enfance ».

Art. 57. In artikel 47, vijfde lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « de groep openbare instellingen » vervangen door de woorden « de openbare instellingen ».

TITEL VII. — Bepalingen inzake Permanente Opvoeding

Art. 58. Aan artikel 39 van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste en tweede leden worden de woorden « tijdens een periode van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet » vervangen door de woorden « tijdens een periode van vier jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet »

2° in het derde lid worden de woorden « tijdens deze drie jaren » vervangen door de woorden « tijdens deze vier jaren ».

Art. 59. In hetzelfde decreet van 17 juli 2003 wordt een artikel 37bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 37bis. § 1. De hoge raad voor permanente opvoeding opgericht bij het decreet van 17 mei 1999, hierna de « Overgangsraad » genoemd, blijft in werking overeenkomstig de volgende bepalingen zolang die niet vervangen is door de Raad opgericht bij dit decreet en dit ten laatste tot 31 december 2008.

§ 2. Met uitzondering van de artikelen 28, 29, 30 en 31, § 1, is dit decreet van toepassing op de Overgangsraad.

§ 3. De leden van de Overgangsraad worden aangewezen door de Regering na een oproep tot de kandidaten bij de verenigingen bedoeld bij § 5. De Regering bepaalt de nadere regels voor de inrichting van de oproep tot de kandidaten. De leden van de Overgangsraad worden aangewezen voor een mandaat waarvan het einde op 31 december 2008 wordt vastgelegd, onverminderd § 1.

§ 4. Elk lid dat de hoedanigheid verliest wegens dewelke hij aangewezen werd, wordt als ontslagnemend geacht. Hij wordt vervangen door een persoon aangewezen volgens dezelfde voorwaarden om zijn mandaat te voleindigen. Wordt ook ontslagnemend geacht, het lid dat, zonder voorafgaande verantwoording, afwezig is op meer dan de helft van de jaarlijkse zittingen van de Raad.

§ 5. De Overgangsraad bestaat uit 39 leden, onder wie :

a) 18 verantwoordelijken uit algemene verenigingen ter sociaal-culturele bevordering van werkers, of desgevallend, van hun afhangerende regionale verenigingen;

b) 10 verantwoordelijken uit algemene verenigingen voor permanente opvoeding, of, desgevallend, van hun afhangerende regionale verenigingen;

c) 3 verantwoordelijken van onafhankelijke regionale verenigingen voor de sociaal-culturele bevordering van werkers;

d) 3 verantwoordelijken van onafhankelijke regionale verenigingen voor permanente opvoeding;

e) 2 verantwoordelijken van onafhankelijke plaatselijke verenigingen voor de sociaal-culturele bevordering van werkers of permanente opvoeding;

f) 3 verantwoordelijken uit verenigingen die bij wijze van overgangsmaatregel erkend zijn krachtens dit decreet, ofwel uit verenigingen erkend voor onbepaalde duur als gevolg van hun erkenning bij wijze van overgangsmaatregel krachtens dit decreet.

Voor de toepassing van het eerste lid, a, b, c, d en e, van deze paragraaf :

1° wordt geacht een algemene vereniging te zijn, de vereniging die :

- het geheel van het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bestrijkt, in de mate bepaald in artikel 127, § 2, van de gecoördineerde Grondwet;

- haar toezicht of haar voogdij uitoefent over meerdere regionale of plaatselijke afdelingen binnen ieder van deze grondgebieden;

- over een centraal secretariaat beschikt en over minstens een verantwoordelijke die voor het permanent contact zorgt met het publiek en de leden van de vereniging;

2° wordt geacht een regionale vereniging te zijn, de vereniging die :

- het geheel van een provincie of minstens een provincieafdeling die deel uitmaakt van het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bestrijkt, in de mate bepaald in artikel 127, § 2, van de gecoördineerde Grondwet;

- haar toezicht of haar voogdij uitoefent over meerdere plaatselijke afdelingen binnen ieder deze grondgebieden;
- ofwel een onafhankelijke vereniging is, ofwel de regionale structuur van een algemene vereniging;

3° wordt geacht een plaatselijke vereniging te zijn, de vereniging die :

- het geheel van een wijk, een gehucht of een gemeente bestrijkt;

- haar activiteiten ofwel in alle onafhankelijkheid verwezenlijkt ofwel als plaatselijke structuur van een regionale vereniging of een algemene vereniging;

4° wordt geacht een vereniging voor permanente opvoeding te zijn, de vereniging die opgericht, geanimeerd en beheerd wordt door private personen en die voornamelijk tot doel heeft bij de volwassenen :

- een bewustwording en een kritische kennis van de werkelijkheid van onze maatschappij te bewerkstelligen en te ontwikkelen;

- het analyse-, keuze-, actie- en evaluatievermogen te verstevigen;

- een verantwoordelijke aanpak van het maatschappelijk, economisch, cultureel en politiek leven te bevorderen alsook een actieve participatie eraan.

5° wordt geacht een vereniging ter sociaal-culturele bevordering van de werkers te zijn, de vereniging voor permanente opvoeding die zich bij voorkeur richt tot het publiek van het volksmilieu en zich daaraan aanpast om haar actie te verwezenlijken op basis van de analyse met haar leden van de levensvoorwaarden en van de factoren die specifiek zijn voor hun toestand.

De bij het eerste lid, a, b, c, d, en e, van deze paragraaf bedoelde verenigingen zijn deze die een subsidiering hebben genoten voor het kalenderjaar dat voorafgaat aan de oproep tot de kandidaten.

§ 6. De voorzitter en de ondervoorzitters van de Overgangsraad worden gekozen door de Regering onder de verenigingen bedoeld bij § 5, eerste lid, a, b, c, d, en e.. Samen vormen ze het Bureau van de Overgangsraad. ».

TITEL VIII. — Bepalingen met betrekking tot de begrotingsfondsen

Art. 60. Punt 31 van de tabel gevoegd als bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de als bijlage 1 bij dit besluit gevoegde tabel.

TITEL IX. — Slotbepalingen

Art. 61. Artikel 15, 1. b) van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals ingevoegd bij artikel 2 van dit decreet, heeft uitwerking met ingang van 1 september 1986.

Artikel 15, 1. C) van bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969, zoals ingevoegd bij artikel 2 van dit decreet, heeft uitwerking met ingang van 1 september 2003.

De artikelen 23, 24 en 47 hebben uitwerking met ingang van 1 september 1993.

De artikelen 25, 26, 27, 28, 29 en 30 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Artikel 31 heeft uitwerking met ingang van 1 september 2003.

De artikelen 5, 6, 32 en 59 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

De artikelen 14, 1° tot 4°, 15, 16 en 17 hebben uitwerking met ingang van 1 juli 2004.

De artikelen 9, 10, 11, 12, 13, 14, 5°, 6°, 33 en 34 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2004.

De artikelen 35, 37 en 38 treden in werking op 1 juli 2005.

De artikelen 36, 39, 40, 41, 42 en 43 treden in werking op 1 september 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 juli 2005.

De Minister-Presidente,
belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA
Vice-Presidente,

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK